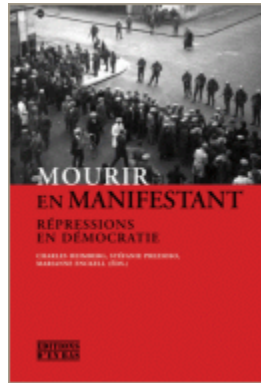


Charles Heimberg, Stéfanie Prezioso, Marianne Enckell (éds.), *Mourir en manifestant. Répressions en démocratie. Le 9 novembre 1932 en perspective, Actes du Colloque international organisé dans le cadre du 75^e anniversaire de la fusillade du 9 novembre 1932 à Plainpalais (Genève), Lausanne, AÉHMO & Éditions d'en bas, 2008, 224 pages.*



Cet ouvrage est issu d'un colloque qui a eu lieu le 7 novembre 2007 à Genève, à l'initiative de l'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier (AEHMO), en collaboration avec le Collège du Travail, et avec le soutien du Département de l'Instruction publique de l'État de Genève et du Théâtre Saint-Gervais, qui l'a accueilli. Il a été organisé pour commémorer le 75^e anniversaire de la fusillade du 9 novembre 1932, qui avait entraîné la mort de 13 victimes dans le quartier genevois de Plainpalais, tuées par de jeunes soldats mobilisés pour l'occasion. Les contributions reconstituent le déroulement des événements, tout en les plaçant dans une perspective suisse et européenne. En effet, ils sont comparés à d'autres cas de répression meurtrière de manifestants ou de grévistes, par l'État helvétique contemporain et par d'autres régimes démocratiques, comme l'Espagne, l'Autriche, l'Italie ou la France de l'après-guerre.

Pour introduire le sujet, Charles Heimberg rappelle les faits et en décrit les différentes interprétations, mettant en évidence deux points de vue mémoriels inconciliables : d'un côté le silence et l'absence de commémoration de la part de la classe dirigeante et de l'autre la dénonciation du rôle de l'armée, du caractère fascisant de l'Union nationale et de l'atteinte aux droits démocratiques par les partis de gauche et les syndicats. Il retrace le devenir de ces différentes mémoires, se réjouissant de la récente évolution des autorités cantonales, qu'illustre le discours du conseiller d'État Charles Beer, reproduit en annexe.

Dans la première partie, consacrée à la Suisse, Marc Vuilleumier évoque la répression sociale au XIX^e siècle ; celle-ci vise principalement trois groupes : les *Heimatlose*, les fauteurs de troubles lors de crises de subsistances et les grévistes. Dans la Suisse du premier XIX^e siècle, les collectivités restreignent fortement la réception de nouveaux bourgeois par des mesures préventives, qui signifient pour de nombreux Confédérés la perte de leur droit de bourgeoisie. Ces *Heimatlose* vont être l'objet d'une véritable répression. Lors des crises de subsistances, les masses populaires réagissent en empêchant les achats spéculatifs sur les marchés, en s'opposant au départ des grains et des pommes de terre, en s'en prenant aux stocks,... Les gouvernements ne tolèrent pas ces atteintes au libéralisme, même si la répression n'atteindra jamais la fréquence et la violence de celle des pays

voisins ; elle fait quand même arrestations, blessés et, à une occasion, un mort. Au XIX^e siècle, les grèves sont nombreuses et font l'objet d'une répression légale, puisque la loi les interdit. La force publique s'en prend particulièrement aux grévistes étrangers, qu'elle expulse. Ainsi, 240 ouvriers italiens occupés au percement du Simplon furent chargés dans des wagons cellulaires, liés deux par deux, et expédiés vers l'Italie. Le recours à l'armée est fréquent. Les officiers choisissent des unités de campagne afin d'exploiter les préventions des ruraux à l'égard des citadins.

Toujours à l'échelle nationale, Bernard Degen étudie la répression militaire des grèves générales de 1918 et 1919, qui va de l'escarmouche aux blessés graves et même à quelques tués. Une autre conséquence de cette forte mobilisation fut les ravages de l'épidémie de grippe espagnole dans les rangs des soldats.

Dans le chapitre centré sur la manifestation du 9 novembre 1932 à Genève, Jean-François Fayet et Michel Caillat décrivent comment les milieux anticommunistes ont construit le mythe d'un complot, analysant les événements comme une tentative d'insurrection fomentée par l'URSS, dans le cadre d'un projet de révolution mondiale. Cette interprétation, longtemps prédominante, permettait de masquer la faillite du Conseil d'État dans le scandale de la Banque de Genève de l'été 1931 et son incapacité à fournir des réponses concrètes à la crise et au chômage. Les auteurs de cet article se réfèrent à l'ouvrage de Raoul Girardet, *Mythes et mythologie politiques*, pour montrer comment fonctionne le mythe, qui recourt notamment à l'usage de faux et à la diabolisation de l'adversaire; ils expliquent le décalage de ce discours anticommuniste par rapport à la réalité, où aucun projet de révolution communiste pour la Suisse n'a existé. Les citations, provenant entre autres des Archives de l'Entente internationale anticommuniste ou du journal d'extrême-droite *Le Piloni*, sont particulièrement frappantes.

Les trois autres auteurs de ce chapitre, André Rauber, Dominique Wisler et Marco Tackenberg, s'interrogent sur les responsabilités des différents acteurs de la fusillade. Ils présentent la façon dont le leader socialiste Léon Nicole a été stigmatisé. Décrivant le contexte de la montée du fascisme, ils expliquent pourquoi la gauche n'a pas voulu se plier aux provocations de l'extrême-droite. Ils analysent ensuite l'attitude du Parti socialiste suisse et l'effet de ses luttes intestines et de sa division sur l'enchaînement des événements. Est décrite aussi la façon dont l'enquête militaire et la justice fédérale ont blanchi les officiers.

Le troisième chapitre présente la répression exercée par deux régimes *a priori* démocratiques, mais dont la démocratie est fortement en crise, l'Espagne et l'Autriche dans les années vingt et trente.

François Godicheau montre que la République espagnole usa de pratiques répressives, y compris sous le Front populaire de 1936, juste avant la guerre civile. Les années 1931 et 1932 connurent plusieurs épisodes sanglants, qui s'aggravèrent avec la victoire électorale de la droite en novembre 1932. On dénombre 1'200 victimes lors de la grève générale des Asturies d'octobre 1934, où fut mobilisée, en plus de la Garde civile et de l'armée, la Légion étrangère, dirigée par Franco, qui appliqua des méthodes inspirées de la guerre coloniale de la plus extrême cruauté. L'auteur s'interroge sur les facteurs responsables d'un ordre public si meurtrier : il invoque premièrement l'héritage par la République de l'institution de la Garde civile, objet d'une forte haine populaire. Le nouveau régime héritait deuxièmement de conceptions militarisées de l'ordre public, avec de fréquentes suspensions des garanties constitutionnelles. Enfin, la citoyenneté était considérée comme réservée au *peuple authentique*, dont étaient exclues certaines catégories qui voyaient leurs droits restreints par l'arbitraire policier.

Paul Pasteur relate ensuite les conséquences de l'incendie du Palais de Justice de Vienne, déclenché le 15 juillet 1927 par une manifestation de travailleurs, dont la répression avait fait 89 morts et plus d'un millier de blessés. S'ensuivit une lente désagrégation politique et sociale, qui conduira à la guerre civile de 1934 et à une destruction des droits démocratiques.

Dans le dernier chapitre, consacré à l'après-guerre, Luc van Dongen étudie la stratégie de l'extrême-droite italienne des années soixante et septante, dont l'Etat a été partie prenante, visant à provoquer, à infiltrer et à déstabiliser les mouvements de gauche, afin d'autoriser la répression. L'auteur retrace l'histoire de ces pratiques provocatrices, remontant aux régimes autoritaires du XIX^e siècle, et se prolongeant dans les démocraties. Il en analyse également le caractère transnational. Certains partis marxistes-léninistes furent créés de toutes pièces par les Services de renseignements ou par des agents provocateurs néofascistes, notamment aux Pays-Bas et en Suisse, à propos desquels les interprétations divergent.

Enfin, Marco Scavino commence par évoquer deux manifestations et la façon dont elles ont été réprimées : celle contre le G8 à Gênes en juillet 2001 et celle des banlieues françaises en automne 2005. Il parle de retour en arrière pour les deux pays, sous l'effet de nouvelles peurs au sein des gouvernements, liées aux attentats du 11 septembre 2001 et à la naissance des mouvements internationaux contre la globalisation. Avait prévalu depuis la fin des années 1970 une situation pacifiée, où la répression avait fortement diminué. Il brosse une histoire comparée des conflits sociaux dans les décennies qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale, signalant les moments de raidissement, par exemple pendant la guerre d'Algérie en France, ou lors des événements de mai-juin 1968, puis ceux de 1969 en Italie.

Dans sa postface, Stéphanie Prezioso offre une intéressante synthèse des contributions, s'interrogeant sur la place de la violence au sein des régimes démocratiques qu'expliquent trois facteurs : la « peur du rouge », l'indifférence à l'égard des victimes et une « conception élitiste » de la démocratie.

Pour finir, citons l'hommage rendu en ouverture de l'ouvrage à Philippe Schwed, récemment disparu. Cet historien et enseignant, auteur du scénario et du commentaire d'un film scolaire sur le 9 novembre, fit bénéficier de nombreuses générations d'élèves de sa vision de l'histoire critique et engagée. Ne craignant pas le débat, il n'attendit pas les conclusions du Rapport Bergier pour déconstruire le mythe de la Suisse résistante et généreuse durant la Deuxième Guerre mondiale, entre autres thèmes, qu'il enseignait avec la plus grande rigueur.

Valérie Opériol (Université de Genève & Collège de Candolle)